

DEUXIEME SEANCE DU SEMINAIRE GENERAL DU CEE 2009-2010

JEUDI 26 NOVEMBRE 2009

BRUNO PALIER (CEE) ET YVES SUREL (PARIS 2), « RETOUR SUR 'LE POLITIQUE DANS LES POLITIQUES' »

DISCUTANT : NICOLAS SAUGER (CEE)

Compte-rendu réalisé par Boris Ollivier

EXPOSE PALIER/SUREL

## Y Surel.

Cadrage du papier

1. issu d'un papier ancien dans revue *Espace Temps*, Actualisé, amendé.
2. Orientation initiale du papier policies/politics, et pas démocratie et gouvernement. Donc biais initial.
3. Recherches passées et en cours, donc éléments d'asymétrie

Le papier répondait à une interrogation quant à la présence du politique dans l'analyse des politiques publiques, avec l'idée de reprendre la triple acception UK polity/politics/policy, et en se concentrant sur politics/polity dans une traduction française action politique/action publique. La dimension polity n'est pas subsidiaire mais était marginale dans l'article initial.

La relation policies/politics repose sur 3 types d'articulations, différentes manières d'organiser les liens de causalité éventuels.

### 1. Does politics matter ?

Lien au sens où espace électoral constitue un stock de variables politiques indépendantes, qui déterminent les variables dépendantes des politiques publiques. C'est par exemple le concept de fenêtre politique (Kingdon).

### 2. The politics of policies

Ici, c'est l'idée de l'intégration des deux sphères, avec le souhait d'insister sur les interactions, la co-construction, avec une dynamique de politisation (problématisation, enjeux). C'est ce que je mets à l'oeuvre dans mes travaux récents sur le leadership.

3. Renversement de causalité: les politiques publiques deviennent les variables indépendantes. Les travaux néo-institutionnalistes ont illustré la notion de politique publique comme faisceaux de contraintes et de ressources.

La quatrième dimension abordée dans le texte pour le séminaire, moins interrogée initialement, aborde la relation policies/polity. Dans une optique de construction d'identité sociale, collective, pourquoi certaines politiques publiques comme les politiques sociales, d'éducation, culturelles peuvent être productrices d'identité. Les travaux de Bénédicte Anderson ("L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme", *La Découverte*, 1996) sur la définition de l'Etat-nation et ses réflexions sur la construction de communautés politiques imaginées pourrait être décliné sur des objets plus contemporains.

## **B.Palier**

Le texte est un regard sur notre conception de la place de l'action politique au sein de l'analyse des politiques publiques. Nous reprendrons maintenant en les illustrant chacune des quatre relations.

### 1.Does politics matter ?

Le premier lien est le monde des variables indépendantes politics expliquant le contenu et la temporalité des politiques publiques. Ainsi la compétition électorale, les résultats d'une élection, déterminent des politiques publiques différentes. D'où la comparaison de politiques publiques de gouvernement de droite ou gauche, avec l'influence sur la mise sur agenda. L'évolution de l'opinion publique peut aussi être regardé comme faisant partie de l'histoire et être conçue comme une variable politics, avec alors soit le phénomène de l'Elysée regardant l'opinion pour déterminer ce qu'il va faire, ou l'effet thermostat: l'opinion émet le souhait de politiques publiques jusqu'à ce qu'elle en ait assez et qu'elle veuille passer à autre chose.

Le texte illustre ce lien avec la perspective importante d'explication de l'expansion des Etats Providence, avec trois temps dans cette analyse :

- \*en réponse à l'industrialisation de l'économie et de la société, les travaux fonctionnalistes montrent en remplacement des solidarités mécaniques l'apparition des solidarités organiques (l'organe crée la fonction). Puis intervient la variable démocratisation, qui permet à la solidarité organique de s'exprimer. Plus tard l'école suédoise de Korpi (power resource approach) affirme que plus le mouvement ouvrier est unifié, bien structuré, plus l'Etat Providence se développe. Ces travaux permettent de rendre compte des différences USA/Suède, mais moins de dire pourquoi Bismarck est le premier en Allemagne à introduire des assurances et moins de dire pourquoi il n'y a pas autant d'Etat Providence selon les pays.
- \*le texte fait mention d'un article Grossmann/Palier, qui montre que système électoral (Duverger) est un filtre institutionnel. Il est possible de prédire la nature de l'Etat Providence à partir des préférences des classes moyennes. Dans un système proportionnel, ces classes ont leur propre parti, et auront tendance à voter plutôt à gauche, confiantes dans leur pouvoir de négociation. Dans un système majoritaire, elles voteront plutôt à droite, n'ayant plus ce contrepois.
- \*on peut enfin comprendre le lien au travers des coalitions politiques qui portent les politiques publiques, avec les clivages décrits par S. Rokkan (travail/capital, urbain/rural pour les révolutions industrielles et centre/périphérie, Etat/Eglise pour les révolutions nationales). Il faut regarder les systèmes politiques nés des révolutions. Avec les révolutions apparaissent des politiques publiques approfondissant l'Etat: éducation, social (Napoléon III), avec des configurations spécifiques à chaque pays. Le choix par G Esping-Andersen de donner à ses 3 catégories d'Etats Providence des noms de coalitions politiques (social démocrate, libéral et conservateur-corporatiste) montre l'importance donnée à ces clivages.

## **Y. Surel**

### 2. The politics of policies.

Ce qui domine, c'est l'idée d'interactions, de co-construction, co-production, dans une perspective intégrée, manière habile de problématiser certains sujets. Cobb, Elder en intégrant dans leurs travaux l'analyse du rôle des groupes intérêts dans la mise sur l'agenda et la décision, ouvrent un espace plus vaste de participation à la définition des enjeux.

Dans mes travaux récents sur le leadership, j'essaye de croiser les perspectives politique et politique publique. Un des outils emblématiques se situe dans les travaux de Skowronek ("The politics

presidents make”: leadership from John Adams to Bill Clinton”, 1997) avec la notion de deux dimensions:

- une dynamique identitaire, que les présidents se donnent à eux-mêmes. C'est la posture de filiation ou celle d'opposition.
- une dynamique de vulnérabilité, face aux mobilisations de groupes d'intérêt, la capacité ou absence de capacité budgétaire

Dans ces travaux, politics et policies sont intégrés, avec la question de comment la collusion de variables de ces deux sphères éclairent les phénomènes de leadership, stratégies électorales et politiques publiques mêlées.

**B. Palier:** pour ajouter à ce point 2, l'ensemble des travaux sur les Etats Providence des années 80 et 90 portent pour la plupart un titre « The politics of... »: on ne peut pas étudier les réformes sans prendre en compte les enjeux politiques autour de ces réformes, les acteurs, leurs intérêts, position, préférences, les clivages, mobilisations. Et depuis qu'on cherche à réformer les Etats Providence, la structuration et la nature des acteurs a largement changé, cf. Pierson (The new politics of WS) avec par exemple la confrontation majeure partis / syndicats en France.

### 3. When policies structure politics.

Ici encore, Pierson est central (cf. “When effects become cause”, 1993), avec l'idée qu'à mesure qu'on met en place des politiques publiques, un ensemble d'institutions se construit et détermine les horizons des acteurs, constituant ressources et contraintes et notamment structurant les intérêts.

Pierson considère deux grandes catégories d'institutions:  
-les institutions macro: Etat fédéral/unitaire, règles électorales, règles constitutionnelles souvent sont réduites à un indicateur simple (veto points) ou pour Tsebelis à des veto players  
-les politiques publiques elles-mêmes (cf. notamment travaux de S. Jacquot et C. Wall sur les usages des institutions UE dans ce sens).

## **Y. Surel**

### 4. Les politiques publiques comme processus de régulation et de légitimation

Ici, le politique vu par les politiques publiques devient synonyme de production de sens.

La dimension polity/politics est rarement explicitée ou pas de façon systématique. En termes d'identités collectives professionnelles ou d'identités à plus large échelle (citoyenneté des droits en politique sociale par ex), les politiques publiques sont un élément de rédefinition (P. Muller). Dans mes travaux sur la politique du livre, l'identité du secteur est défendue.

Quelques pistes d'investigation peut-être fécondes sur cette question: politiques sociales et citoyennetés et droits, politiques culturelles et éducatives, et dans les politiques de la mémoire, l'idée d'enjeu immédiat avec cette problématique de pourquoi les politiques publiques servent de vecteur identitaire ou quasiment produisent l'identité politique. La discussion peut aussi s'enclencher sur la tension démocratie/gouvernement, dans le sens du vouloir vivre ensemble. Le dépassement de la problématique politics/policies pourrait se faire justement sur cette articulation entre démocratie et gouvernement.

## B.Palier

Pour conclure, par rapport aux chercheurs qui s'intéressent à l'Etat, au gouvernement, on ne néglige pas le monde des politics, simplement on a en analyse des politiques publiques des définitions et des questions différentes des chercheurs en science politique, différences liées à leurs questions de départ et intérêts propres de recherche, ce qui n'empêche pas de s'interroger ensemble sur les interactions entre les deux et surtout sur les mécanismes de ces interactions dans un dialogue fécond et fructueux.

### DISCUSSION PAR NICOLAS SAUGER

On fait tous de la science politique. Ce Papier met bien en lumière les liens, par progression assez logique surtout sur les 3 premiers points. Deux remarques générales préliminaires :

- J'ai un sentiment de décalage entre le programme affiché en début de chaque partie et son exemplification empirique. Même sur le point d'inversion de la causalité, vous avez tendance à revenir sur votre titre: « Le politique dans les politiques », et repasser à un traitement des politiques publiques au prisme du politique et non l'inverse annoncé. Le tropisme « politiques publiques » reste fort par rapport à l'affichage.
- Les idées mêmes de politics et policies deviennent compliquées surtout dans le deuxième point où elles entrent en interaction. Ces étiquettes dépendent tout à fait du questionnement qu'on développe. Parfois, c'est bien différent, bien séparé, ce qui relève de l'un ne relève pas de l'autre, à d'autres moments c'est le regard qui transforme l'objet. Et donc il y a toujours une ambiguïté, que veulent dire exactement ces termes, de quel point de vue on se place pour interroger cela ? Les interactions, les différenciations seront différentes si on relève du domaine de l'action ou de la problématisation.

Ensuite, j'ai pris le parti de me placer de mon point de vue disciplinaire et de réfléchir à ce que je mettrais dans votre quatre catégories.

Première partie: ma référence c'est Downs (« An economic theory of democracy », 1957), le median voter, comment le politique se décide sur des politiques publiques et comment du point de vue du politique cela tend à donner une transparence sur les politiques publiques. Puisqu'on vote sur la redistribution, pourquoi est-ce qu'elle ne se mettrait pas en place après, les gouvernements n'ont qu'à la mettre en oeuvre.

Deuxième point : vous êtes plus éparés sur l'exemplification, ce point me rappelle les débats sur la transformation de la démocratie. Cette littérature dit comment on est passé d'une démocratie de représentation (idéologie et éventuellement affiliations personnelles) à une démocratie d'opinion (advocacy democracy par ex) ou une démocratie plus directement axée sur politiques publiques (délibérations, référendums). C'est la démocratie elle-même qui change et qui modifie la définition des frontières de policy/politics, même si c'est aussi une question de regard.

Troisième domaine: là aussi, je sens une ambiguïté, par moments, vous dites que les institutions causent le politique et vous dites aussi l'inverse en fait. Quand on fait de l'économie politique, c'est c'est bien ce regard qu'on a (T. Persson et G. Tabellini): c'est cette révolution néoinstitutionnelle, observons les effets politiques des institutions sur les constitutions.

Quatrième point: celui que j'avais le plus de mal à traduire, puisque le terme politics est absent. La retraduction que j'en ferais, en partant de la littérature sur les idéologies (partisanes par ex), c'est le néo-institutionnalisme pas historique cette fois mais classique avec les idées que institutions ne sont pas que formelles mais sont aussi toute forme de norme.

D'où une proposition personnelle de retraduire cette typologie.

Dans les 4 hypothèses ou perspectives, on pouvait regrouper les deux premières dans l'analyse behavioraliste, analyse élections/acteurs/comportements, et ces relations entre action publique et action politique, avec une inversion possible des variables, sur qui cause quoi. Quand on parle d'interactions, une interaction principale à voir en se plaçant du point de vue politics, c'est comment les politiques changent la situation du statu quo qui a lui-même un impact sur le politique. C'est par ex le travail sur les 35h de Palier/Mayer et ses conséquences politiques.

Les deux hypothèses suivantes sont très néo-institutionnelles: les institutions formelles et informelles ont un impact et une rétroaction. La perspective de développement historique est plus forte. Il ne s'agit plus d'explication d'objets spécifiques l'un à l'autre mais des évolutions de système plus généraux. Cette réorganisation des hypothèses feraient passer les exemples d'une partie à l'autre (élections, institutions).

Enfin, dans ces hypothèses, quels critères de classification: si ce sont des critères épistémologiques, dans la quatrième il faudrait décliner les trois entités ensemble, pas que politiques/polity ; soit par d'autres moyens, en essayant peut-être d'atténuer le tropisme politiques publiques qui me semble trop fort au vu du titre affiché.

#### REPONSES DE B. PALIER ET Y. SUREL A N SAUGER

##### Y. Surel

Le tropisme est assumé dans une partie des travaux, notamment pour ce qui me concerne dans les politiques du livre, mon entrée n'est pas par la sphère électorale bien sûr. Ce qui m'intéressait c'était de voir comment les dynamiques des acteurs politiques pèsent dans les changements.

Commentaire au commentaire: ce qui distingue les perspectives, c'est parfois un angle disciplinaire assumé mais d'autres fois, pas toujours explicité, ce sont dans une dimension interactionniste des entrées par les objets, dimension transversale. Comme Cobb et Edler qui parlent de démocratie de la participation, quand je parle de leadership, même si mon point d'entrée est politique publique puisque je pars de comment les présidents font et pèsent sur la décision dans les politiques publiques, je ne peux pas me cantonner à qualifier leur rôle sur une entrée de politique publique, je suis obligé de convoquer des éléments qui viennent de l'espace politique. Donc une des raisons de la différence de posture ou statut épistémologique, c'est l'angle d'attaque, la nature des objets sur lesquels on s'oriente.

Sur les pistes de recherche, notamment la démocratie, A. Lijphart (« Patterns of Democracy », 1999) est un bon exemple. Quand il décide de classer démocraties, il trouve de manière conjointe et parallèle toute une série d'éléments qu'on pourrait classer par rapport à la sociologie politique et aux institutions. La démocratie est une entrée transversale où les éléments de collaboration sont importants.

##### B. Palier

Le titre a bien un tropisme « politiques publiques »: c'est comment nous voyons le politics depuis nos politiques publiques. « Au prisme » au sens de « vu par ». C'est important de partir d'un mapping des différences de regard pour savoir de quoi on parle.

N Sauger: le prisme est ambigu puisque vous êtes sur des liens de causalité, d'interrelations: est-ce que prisme est lié à ces liens ou plutôt aux objets ? Je trouve nos visions relativement proches, ce sont plus nos questions, à travers les objets, qui diffèrent pour moi.

B Palier: le titre serait alors plutôt les relations policy/politics vues par les politiques publiques.

Jean Leca: on pourrait dire « Les politiques publiques au chevet de l'analyse politique. »

B. Palier: partir d'objets, oui, justement, avec des entrées différentes liées à notre discipline, c'est là que nous allons interagir. On a oublié dans le texte de mentionner les boucles étranges, les feedback effects. La mission collective, la base d'un projet serait: comment arriver tous ensemble à penser les évolutions de la polity, ce qui souligne notre incomplétude.

#### QUESTIONS DE LA SALLE.

Florence Haegel: 4 questions.

1. sur le premier point, vous avez bien défini la variable indépendante d'action politique, mais laissé des incertitudes sur la variable dépendante d'action publique: les Etats Providence, d'accord, mais comment est-ce que vous l'opérationnalisez ? Cela reste vague, il y a un peu d'Etat Providence, pas beaucoup...
2. vous êtes vagues sur la notion d'acteur: quels acteurs? Vos exemples mentionnent plus des acteurs professionnels, pas les citoyens et pas les partisans, est-ce que vous différenciez plus la notion d'acteur ?
3. dans l'effet sur polity, en quoi le livre produit spécifique redéfinit-il la communauté politique, il semble manquer un maillon (le référentiel ?)
4. dans toutes ses relations, quels sont les effets de l'action publique sur la compétition électorale (régulation en termes de financement) ?

Olivier Rozenberg:

5. Institutions et organisations politiques: où les situez-vous ? Dans l'action politique, vous parlez de principe transversal type règles électorales, dans l'action publique, elles interviennent en tant que régulation sectorielle. En ce sens vous n'êtes pas des néo-institutionnalistes, puisque ça ne vous sert pas de répartition d'un côté ou l'autre ?
6. en plus du rapport des chercheurs sur politics/policy, on peut faire le constat d'une évolution des travaux sur les politiques en France en prenant de plus en plus en compte la science politique, en allant plus vers des variables politistes. Pour Y Surel, ce serait du livre au leadership. Pour B Palier, d'une thèse sectorielle à une approche comparée entre pays, secteurs, arrangements institutionnels. Ça perturbe ce qu'on peut dire sur le débat.

Simon Persico

7. A propos de la démocratie, où vous dites nuancer l'idée de désenchantement, c'est difficile de ne pas avoir cette vision désenchantée de la démocratie en vous écoutant: l'influence des décideurs, même s'il y a participation, concerne très peu de gens. Et si on enlève élections et citoyens, il reste très peu de monde. Cela laisse peu d'autonomie aux partis politiques. On comprend bien l'héritage de Rokkan mais cela donne l'impression que tout est figé depuis la

révolution industrielle. Et que les partis enregistrent, ou sont les simples porte voix des acteurs qui leurs sont les plus proches, sans autonomie en terme de choix décisionnel. Dans le « Does politics matter ? », les politics ne sont alors plus des variables ?

Nonna Mayer

8. Cette tentative de modélisation est très simplificatrice, avec une impression de revenir en arrière. L'électeur médian n'existe pas, Duverger non plus, ce n'est pas aussi clair. Au sein des partis, il y a des factions. Les clivages ne produisent pas des partis. Il y a des clivages sociaux, mais dans certains systèmes, certains clivages sont repris par partis, d'autres non. Il y a donc bien autonomie relative des partis. Il faut sortir d'une vision un peu mécanique, ce qui donne envie de dynamiter un peu tout cela. Cela donne envie de travailler dans l'entre deux, sur les biais, opacités, les difficultés de communication entre haut et bas ou l'inverse, il y a des biais de communication, d'information, de participation, avec toutes les agences, institutions qui sont entre les deux. La perception par les élites des électeurs ou par les électeurs des politiques publiques n'est pas figée. Sans être une fan de Pippa Norris, son ouvrage « Electoral engineering », résume bien tous les travaux sur « Do rules matter ? ».

Renaud Dehousse

9. Je me réjouis des perspectives de travail commun et cela fait un sens. Il y aura un choix à faire, mais on est encore au stade d'élargir la liste des possibles. Dans ce sens, pourquoi ne pas continuer, par ex polity sur policies: à propos des politiques de l'immigration: la nature de l'être ensemble n'a-t-il pas une influence déterminante ? Sur les politics, ne seraient-elles pas constituantes en termes de polity ? Le terme de patriotisme constitutionnel est éloquent. Et sur l'exploration de l'impact de polity sur politics, on peut penser aux sociétés où le recours aux tribunaux est plus développé car plus litigieuses dans une connotation presque culturaliste. Il faut récolter la liste des possibles.

François Briatte

10. D'un point de vue méthodologie: quel est le statut exact de l'argument ? ontologique, modélisation (dans ce cas c'est normal de trouver ce côté mécanique), ou évaluation du champ de validité des théories ?
11. Si c'est un modèle, que prédit-il ? Une temporalité variable en terme de soutenabilité des politiques publiques selon la catégorie ? Et en épistémologie, les mécanismes peuvent pas être causaux, ce qui poserait problème.
12. A propos des acteurs, on ne comprend pas si leurs préférences sont endogènes ou exogènes.

Pierre Lascoumes

13. Je réitère mes remerciements aux premières mises à plat des deux premières séances, avec un souci: a-t-on envie de multiplier les mises à l'épreuve ou les choix ? Si on pouvait faire un plus, ce serait de faire un plagiat du triangle UK. Je proposerais au lieu de polity/politics/policy pour l'instant « régimes et communautés politiques / acteurs, interactions institutions de la vie politique / programmes d'action publique, sectoriels ou non ».
14. Pour poser cela, une chose utile serait aussi un travail biblio sur les travaux de référence, dans le sens d'une biographie raisonnée, repérage de grandes tendances, d'auteur avec pondération sur une des trois entrées, ou à l'inverse sans pondération comme les travaux américains, qui ne sont pas dans ce débat.

Olivier Rozenberg remarque qu'on pourrait avoir des séances du séminaire doctoral qui pourraient servir à ça. La salle réagit pour dire que ce ne sont pas les doctorants qui doivent effectuer ce travail.

15. Je rejoins N Meyer sur le travail sur l'entre deux, en prenant des objets frontières: commission d'expertise, acteurs profanes et en regardant la formulation du rapport à ces trois dimensions. Progressivement, il faut arriver à des catalogues d'investigation commune.

Patrick Le Galès

16. Dans le point trois, on peut trouver d'autres travaux à mobiliser encore plus, notamment les travaux sur la mise en oeuvre et sur clientèle/victime, ce qui rejoint aussi les travaux sur politisation de S Dusesne et sur F Haegel.
17. Il y a un gros effort à faire pour se mettre au clair sur les travaux récents, par notes de travail, synthèses, sur des auteurs néo-institutionnalistes comme Skowronek par exemple, et en les articulant.
18. Sur le triangle, on voit bien que polity pas du même ordre analytique que les deux autres. Le triangle est un peu une illusion, donc plutôt que trois, il faut peut-être penser les contributions en transformations du politique dans la société ou des politiques publiques par rapport à cela. C'est l'occasion de voir les limites et d'aller au-delà de policy/politics.

Jean Leca

19. Il faut penser à regarder l'Oxford Handbook of political institutions, à croiser aussi avec Oxford Handbook of public policy (article de (?Orstrom 2005 ?))
20. La transformation du politique est une notion encore plus générale que celle de polity. Tandis que j'ai essayé de définir la polity. Ne pas dire attention c'est trop général et faire déboucher quelque chose d'encore plus général. Je suis un ardent défenseur de la perspective quatre en réfléchissant à toutes les interactions possibles.

REPONSES Y. SUREL / B. PALIER A LA SALLE

**Y Surel**

Je répondrai un peu en vrac en insistant sur quelques questions transversales.

Par rapport à la question de F Haegel sur les variables liées à l'action publique: pour le cas de la politique du livre, ce que j'étudiais c'était des changements d'objectifs, de compétences du système de décision et donc l'orientation et le contenu des politiques publiques. Je cherchais à savoir si les acteurs et circonstances politiques ont influencé favorablement le processus. Mon hypothèse c'est qu'il y a un changement de paradigme des politiques publiques, mais pas une circonstance suffisante. Il n'y a pas un prisme neutre: sans Lang, il n'y aurait pas eu de résultat.

Sur les questions liées aux catégories d'analyse, confusion entre distinctions analytiques et résultats empiriques. Sur l'aspect simplificateur, on est bien obligé en analysant de prendre un parti au départ simplificateur pour montrer ensuite que tout est compliqué ou alors il y a des hypothèses qu'on ne peut pas poser. On ne fait jamais ces simplifications de manière abstraite, on les fait en les testant sur des terrains, des objets.

Un exemple parmi d'autres de cette confusion sémantique peut venir de la question de la démocratie, bon exemple de croisement des perspectives de sociologie politique et politiques publiques. Ainsi; pour G. Majone, le fait que la démocratie actuelle soit coupée du citoyen est très



positif au contraire. Il est donc difficile de substantiver: on ne met pas vraiment les mêmes éléments et dimensions d'analyse derrière ces termes.

## **B Palier**

Sur la question de F Haegel, l'objet étant de parler de comment on perçoit les politics, on ne voulait pas encombrer cette discussion de comment on construit la variable Etats Providence: les premiers travaux se sont faits sur le montant des budgets, puis dans les années 80-90, il faut se référer aux trois grandes bases de données internationales (Korpisky, Scrodes, ?) avec l'entrée sur les modes de gouvernance notamment. La variable dépendante est souvent le changement de la politique publique plus que la politique publique elle-même. Sur les critères de changement, il y a tout un travail de construction de mesures de changement, on s'appuie notamment sur les travaux de Hall (« Policy paradigms, social learning and the State », 93).

En terme programmatique pour le CEE, ce qui est porteur, c'est peut-être bien ce qui est dans la perspective 4 (et les déclinaisons). Il serait peut-être intéressant de cibler le programme de lecture autour de polity en partant de la définition de J Leca. On pourrait faire une séance sur toutes les liaisons possibles.

Sur la question de Simon sur une forme de vision élitiste quant à la non autonomie des parties: on a envie d'interroger une équation basique démocratie = citoyens. Mais même au fondement, c'était seulement certains citoyens, les pas trop barbares! Je préfère dire que le citoyen est tout un tas d'acceptions: parent d'enfants, agriculteur, etc. Et c'est moins désenchanté de le voir comme ça. Et l'équation « lobbyisme = pourriture » très française est peut-être à remettre en cause, alors que c'est la base de la démocratie pluraliste US. Does politics matter ? A partir de différentes méthodes, sur les Etats Providence, ceux qui voulaient montrer vraiment qu'un gouvernement de gauche ou de droite fait la différence, disent bien que cette variable ne change pas grand chose depuis 20 ans: ils concluent par euphémisme en disant « il y a beaucoup de variables intermédiaires »! D'autres moyens que le citoyen en tant qu'autre chose qu'électeur ont une capacité d'interaction avec les politiques publiques.

## **Y Surel**

Il faut peut-être prendre les choses par le bas, en prenant des caractéristiques communes. Souvent aux USA, il n'y a pas ces divisions. Quand on lit les travaux sur la consolidation, la performance démocratique, on trouve des hypothèses, des protocoles de recherche qui sont infusés parfois par dimension sociologie politique, parfois politiques publiques, avec variables mobilisées correspondantes, dans un croisement fructueux. Plutôt que s'interroger sur le mérite respectif d'angle disciplinaire ou de savoir si ce sont des entités séparées, historiquement situées, il faut trouver des problématiques communes transversales (comme le fait Lijphart sur les régimes, comme la consolidation démocratique, le leadership) en neutralisant toutes ces questions liées aux disciplines.